

Working Paper

Titre Français : La Gambie décidera... de rester une démocratie ou pas ! une démocratie encore fragile à l'assaut des urnes

Titre Anglais : The Gambia will decide... whether to remain a democracy or not! A still fragile democracy to the ballot box

Sous la coordination de Mamadou DRAME

Professeur Assimilé

Directeur du Laboratoire Didactique des Langues et Sciences Humaines (LaDiLaSH)
Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation

Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

Tel : +221 77 640 2603/ +221 76 192 3332

Email : mamadou1.drame@ucad.edu.sn

mdrame2001@yahoo.fr

www.mamadoudrame.webs.com

Equipe de Recherche

Prof Mamadou DRAME

Dr Mouhamed Ahmed BADJI

Dr Antoine Ndollane DIONE

Dr Mamadou Yéro Baldé

Dakar, Novembre 2021

Sommaire

Contents

Sommaire	2
Introduction	3
Contexte	4
Intérêt de la recherche	5
Méthodologie.....	6
Trajectoires politiques et bilan des initiatives de stabilisation	7
Analyse géopolitique du contexte électoral :.....	9
La Gouvernance transfrontalière et relation avec le Sénégal :	10
Une Ségambie menacée	10
Le climat frontalier dans les secteurs du bois et du transport	12
La Gambie et la hantise du pouvoir, écho d'un « y'en a marre sénégalais »	14
Le rôle de la Société civile et des mouvements de jeunesse	15
Analyse de la gouvernance publique,.....	17
La gestion du processus électoral	19
Analyse des risques potentiels liés aux élections présidentielles en Gambie	20
Risques d'affrontements en cas de perte	20
Perte de confiance dans le dialogue politique après les élections : un probable dialogue de sourd qui s'annonce.....	21
Perte de légitimité dans la fabrique d'un débat démocratique : quand les alliances avec Yaya Jammeh créent des tensions....	22
Risque d'instabilité sociale, culturelle, économique et politique : Pétition et manifestation illégale suites à des élections « contestables »	23
La chasse aux sorcières après les élections : risques de répressions et recul démocratique....	24
Risque d'enlisement des réformes et plans de développement	26
Brève analyse des opportunités liées à la présidentielle de 2021	26
L'élection présidentielle de 2021 : une occasion de rassurer l'opinion internationale sur la volonté politique de rester une démocratie.....	26
L'élection présidentielle de 2021 offre une occasion précieuse au président élu de renforcer le respect des droits humains et consolider la cohésion sociale en Gambie.....	27
Une opportunité de renforcer la coopération et la diplomatie	28
Conclusion.....	29
Notes Bibliographiques	30

Introduction

L'Afrique de l'ouest est une région en « ébullition ». Le constat est certes amer, mais réel. À l'aspiration pour la démocratie de ses peuples, s'ajoutent les crises politiques cycliques : tensions électorales, coups d'États, etc. Ces crises ne peuvent être appréhendées qu'en les mettant en rapport avec les contradictions des systèmes en place, la nature des régimes politiques et l'histoire du pays en question. Trois cycles politiques peuvent être identifiés en Afrique de l'ouest, depuis 1960 : l'ère de la démocratie multipartite, immédiatement après les indépendances, l'époque de la domination des partis uniques et des dictatures militaires de 1966 aux années 1970 et la période de démocratisation qui a commencé à la fin des années 1980 et 1990 (Adejumobi 2007). Le processus de démocratisation, entamé durant la dernière période, présente des « contrastes frappantes », selon les pays : conflits non résolus, d'une part ; emprise d'une autocratie déguisée, d'autre part. Ce qui fait que la plupart d'entre eux sont des États encore fragiles, à l'image de la Gambie.

Occupant une « portion du littoral de l'Afrique de l'Ouest s'ouvrant sur l'océan Atlantique », partageant « ses deux frontières avec le Sénégal », la Gambie est « l'un des plus petits pays de l'Afrique de l'Ouest » (Dougan-Beaca, Suma 2011 : 2). Depuis son indépendance en 1965, son évolution politique est tumultueuse. Elle fut marquée par des soubresauts internes et externes, à telle enseigne que l'intervention de la communauté internationale et africaine s'est avérée nécessaire pour instaurer la paix et la démocratie. Sous la présidence de Dawda Kaibara Jawara, déjà - de 1970 à 1994 - le pays connut une tentative de coup d'État, en 1981 ; suivi de la mise en place d'une confédération de la Sénégalie en 1982, qui va éclater en 1989. A la place, un traité d'amitié fut signé en 1991.

Le renversement, en 1994, du président Jawara, par un groupe de jeunes officiers, porte, Yahya Jammeh, au pouvoir qui dirigea le pays avec une main de fer, jusqu'en 2016. Sa dictature ne fut pas, du tout, au repos, aussi bien pour lui que pour ses opposants. Il fit face à des manifestations de jeunes, dans les années 2000 et 2010, qui réclament plus de démocratie et une prise en charge de leurs préoccupations et aspirations sociales. Dans sa volonté de préserver ses intérêts, il exerça des violences inouïes sur les opposants et piétina les droits humains. C'est dans ce contexte qu'Adama Barrow arrive au pouvoir, en 2016, après la pression de la CEDEAO et de la communauté internationale sur Jammeh qui avait refusé de reconnaître sa défaite. L'arrivée de Barrow avait fait naître auprès des Gambiens et notamment des acteurs politiques l'espoir de voir une nouvelle Gambie unie où le chef d'État respectera la volonté populaire et sa promesse de faire un unique mandat de trois ans. Ce qui n'a pas été le cas ; soulevant les inquiétudes de revoir le pays tomber dans des tensions électorales, au lendemain

du scrutin présidentiel du 4 décembre 2021. 5 ans après son élection, Adama Barrow est en phase d'organiser sa première élection où il est un candidat qui fera face à 5 autres candidats. L'objectif de cette étude est d'analyser la situation politique de la Gambie, consécutive au départ de Jammeh et à l'arrivée de Barrow. Il sera question de répondre aux interrogations suivantes : quelle est l'évolution politique de la Gambie post-Jammeh ? Comment le régime de Barrow a-t-il géré la transition ? Quelles sont les initiatives de réconciliation et de stabilisation prises ? Quelles menaces et risques pèsent actuellement, dans ce contexte électoral, sur le pays ? quelles opportunités peuvent s'ouvrir à la Gambie ?

Afin de guider le lecteur, dans cette contribution, une analyse est proposée suivant 3 axes principaux. Premièrement, après la présentation de quelques repères historiques, une contextualisation replace les élections du 04 Décembre 2021 par rapport aux autres élections ayant été organisées en Gambie. Dans ce premier point, il s'agit donc de revisiter les trajectoires politiques et le bilan des initiatives de stabilisation.

Deuxièmement, nous proposons une analyse situationnelle des tensions politiques actuelles. La question des risques et tensions politiques ne s'est en effet pas uniquement posée en Gambie mais également dans la sous-région. Ce faisant, cette contextualisation permet de cerner au mieux les raisons ayant motivé les interventions des pays voisins. Les questions géopolitiques et géostratégiques seront donc analysées.

Troisièmement, nous proposons une analyse rapide des risques potentiels et des opportunités liées aux élections présidentielles de 2021. Nous nous intéressons, entre autres, aux effets de la mise en œuvre du processus électoral, des alliances et des conséquences sur la cohésion sociale. Cette partie tente de souligner la place fondamentale des élections présidentielles de 2021, ainsi que les effets immédiats ou à long terme auxquels l'on pourrait s'attendre. Une dernière précision, ce n'est pas une étude prospective et nos analyses ne sont en aucun cas des prédictions. Nous travaillons sur des hypothèses fortes, tirées d'entretiens et d'analyse de la littérature entre autres méthodes.

Contexte

Lors du 58^{ème} sommet ordinaire tenu le 23 janvier, l'union africaine a exprimé son inquiétude face à la situation qui prévaut à Banjul, à quelques mois de deux scrutins majeurs. A cet effet, « La Conférence note les fortes divergences politiques dans le pays autour de la révision de la

Constitution, alors que le pays se prépare aux élections présidentielles et législatives à la fin de l'année 2021 », selon les propos tirés du communiqué final de la session. ¹

Ce qui est une alerte forte au vu des signaux qui ne sont pas au vert en ce moment avec une situation sociale et économique relativement incertaine. En fait, suite au départ en exil de l'ancien président Yaya Jammeh le 21 janvier 2021 et la prise du pouvoir par le Président Adama Barrow, l'espoir était permis et on espérait voir un renouveau en Gambie. Les manifestations du peuple gambien et surtout de la jeunesse avec des mouvements citoyens comme #Gambia has Decided, la position de la CEDEAO matérialisée par l'intervention programmée des forces armées menées par le Ghana, le Nigéria et le Sénégal avaient fini d'installer un climat de confiance quant à l'avenir du pays de Jawara. Tous les observateurs espéraient que la Gambie allait dans le sens d'une bonne prise en charge de la question démocratique du pouvoir grâce au consensus des anciens partis politiques d'opposition autour de Barrow.

Malheureusement, assez tôt, le groupe s'effrite et les partis politiques qui étaient avec le Président Adama Barrow commencent à quitter la coalition. Au même moment, ce dernier décide de ne plus respecter sa promesse de ne faire qu'un mandat de trois ans et d'organiser des élections anticipées. Au contraire, non seulement, il estime devoir aller au-delà de son mandat de cinq ans, mais également, il quitte le Parti démocratique unifié (UDP) et lance sa propre formation le Parti national du peuple (NPP) et semble devoir briguer un second mandat le 4 décembre 2021 lors de l'élection présidentielle. Ce qui crée un vent de contestation et le mot d'ordre scandé devient « Three years, Jotna » (« Trois ans, ça suffit ») pour rappeler au président sa promesse.

Tout ceci augure des contestations en vue et laisse entrevoir un avenir incertain et une démocratie menacée. D'où on est en droit de se demander si les élections à venir ne seront pas un test grandeur nature de la solidité du dispositif électoral et de la maturité de la démocratie en Gambie.

Intérêt de la recherche

La Gambie a longtemps été un pays considéré comme étant sous la dictature et a été gérée d'une main de fer par le Président Yaya Jammeh. Ce dernier avait réussi à mettre en place un dispositif verrouillé de sorte que son parti devait gagner toutes les élections. Il avait également pu museler son opposition politique et ne semblait pas avoir un adversaire de taille jusqu'à l'élection du 6 décembre 2016 avec

¹ https://www.seneweb.com/news/Politique/gambie-les-tensions-politiques-inquieten_n_339025.html

la surprise venue du candidat par défaut Adama Barrow qui a fini par le surprendre. Depuis lors, la liberté d'expression a été boostée et les citoyens ont retrouvé le droit de dire ce qu'ils voulaient, à qui ils le voulaient. Ainsi, beaucoup d'atrocités commises sous le régime de Jammeh ont pu être révélées au grand jour grâce à la Commission vérité, réconciliation et réparations (TRRC).

Par ailleurs, les tensions ethniques notées dans le pays se sont exacerbées et les rivalités entre les appartenances ethniques et linguistiques ont pris de l'ampleur. Déjà, au moment du départ de Yaya Jammeh, des conflits ont éclaté entre diolas et mandingues. Après la chute de Yaya Jammeh, on a pu voir aussi des incidents qui ont opposé ces deux communautés dans des endroits distincts. Ce qui ne peut pas ne pas avoir une incidence sur la situation du pays, aussi bien à l'interne entre les différentes ethnies qui y cohabitent qu'à l'externe dans ses rapports avec les populations sénégalaises frontalières. Ces mêmes tensions pourraient se raviver lors de l'élection à venir. C'est pourquoi il convient de faire une étude pour évaluer le poids que l'ethnie peut avoir sur les élections à venir, la stabilité du pays et l'avenir de la démocratie dans ce pays à l'avenir incertain.

Méthodologie

Cette étude a été essentiellement qualitative. Du fait de nombreuses contraintes liées au contexte sanitaire et aussi à la disponibilité des acteurs politiques majeurs, l'analyse s'est surtout focalisée et adossée à une revue de la littérature scientifique et à une veille constante de la presse qui est le baromètre de la situation politique. Les réseaux sociaux, et particulièrement les groupes Facebook ont permis de collecter des informations intéressantes et d'entrer en contact avec des informateurs clés pour alimenter la recherche. Des entretiens complémentaires ont été réalisés avec les personnes ressources (acteurs politiques, les acteurs de la société civile, les membres des mouvements de jeunesse, les parlementaires, les universitaires, les leaders des mouvements étudiants et des mouvements de femmes, etc.). Les données sont collectées, vérifiées, triangulées et discutées avant d'être analysées et présentées dans ce présent document. L'analyse a malheureusement souffert de contraintes de temps, et comporte des limites qui empêchent toute tendance à la généralisation. Les faits analysés sont contextuels et évolutifs en fonction des événements. Suivre ces évolutions a été un défi majeur pour les auteurs, car bien souvent, des analyses ont été reprises suivant les tendances, les dynamiques d'alliance et les événements importants survenus au cours de la période. Cela n'enlève en rien, du moins pour le moment, la validité et la fiabilité des analyses.

Trajectoires politiques et bilan des initiatives de stabilisation

L'évolution politique de la Gambie, depuis son indépendance, est marquée par des troubles et une instabilité chronique. Le coup d'État fomenté - en 1981, contre Dawda Kaibara Jawara, par le Mouvement pour la justice en Afrique (Mouvement for Justice in Africa - MOJA) et son dirigeant, Kukoy Samba Sanyang – constitue le point départ de cette instabilité, dont les conséquences se firent sentir dans le domaine politico-économico-social. L'intervention de l'armée sénégalaise pour rétablir le président Jawara dans ses droits occasionna des pertes en vies humaines énormes : plus de 500 morts (Dougan-Beaca, Suma 2011 : 2), mais aussi la mise en place d'une confédération sénégalienne, en 1982, destinée à renforcer l'axe diplomatique Dakar-Banjul et à défendre leurs communs intérêts. Au pouvoir jusqu'en 1994, Jawara a posé des jalons de cohésion et de paix, en décrétant une amnistie générale pour la plupart des membres du MOJA.

L'élan de stabilisation de Jawara a été freiné par un coup d'État le renversant et propulsant au pouvoir le lieutenant Yahya Jammeh². Ce putsch allait marquer une nouvelle ère dans la trajectoire politique de la Gambie, qui sera faite de répressions, de violations des libertés fondamentales et de la Constitution. En effet, l'un des premiers actes posés par Jammeh fut la suspension de la Constitution et de tous les partis politiques existants. Sa soif de pouvoir et sa volonté d'assurer aussi longtemps que possible la destinée de la Gambie l'obligent à s'engager dans une furie éliminatoire : emprisonnement, exécution d'opposants, etc. Ce ne sont pas les exemples qui manquent pour étayer cela :

- « Deux des cinq membres du conseil militaire, opposés à l'agenda politique du président Jammeh furent accusés de fomenter un coup d'État contre le conseil et condamnés à neuf ans d'emprisonnement » (Sanyang et Camara 2017 : 7).

- « En mai 1995, le ministre des Finances Ousman Koro Ceesay est retrouvé mort dans la carcasse incendiée de sa voiture officielle. Juste avant cet événement, il fit son dernier voyage pour accompagner le président à l'aéroport. Aucun coupable n'a jamais été identifié » (*Ibidem*). Afin de donner une légitimité politique à son pouvoir, il abandonne sa casquette de militaire pour épouser la vie civile. Ce qui s'est traduit par la création de l'« *Alliance for Patriotic Reorientation and Construction* » (APRC : Alliance pour la réorientation et la construction patriotique). Contesté par ses compagnons d'armes pour avoir renié ses promesses, ayant frôlé

² <https://www.jeuneafrique.com/342596/politique/jour-22-juillet-1994-yahya-jammeh-sempare-pouvoir-gambie/>

un coup d'État, il se lança dans une véritable purge en faisant assassiner puis enterrer - la plupart de ceux-là qui ont tenté de le renverser - dans des tombes anonymes près des casernes du pays. Dès lors, il se présenta comme l'homme fort de la Gambie, gouvernant en faisant fi des normes démocratiques et des conventions internationales, en ne tenant pas compte, cependant, de l'évolution des mentalités, de l'impact des réseaux sociaux dans le jeu politique. En effet, les années 2000 sont celles de l'aspiration à une réelle démocratie dans les pays d'Afrique. La prise de conscience des jeunes de leur pouvoir emporta plusieurs régimes jugés antidémocratiques en Tunisie, en Égypte, en Libye. L'onde de choc de ce qui est qualifié de « printemps arabe » n'a pas laissé indifférent la sphère politique ouest-africaine. Dans un tel contexte, Jammeh est de plus en plus contesté par une jeunesse évoluée, surtout après l'assassinat de 14 étudiants, en avril 2000, qui réclamaient justice pour les étudiants victimes de meurtres et de viols. Ainsi, les jeunes trouvent, plus tard, dans la candidature de Barrow un espoir de sortir le pays des griffes d'un dictateur qui ne dirige que pour son clan, qui se sert au lieu de servir. Les dénonciations internationales des dérives de Jammeh, le soutien de la diaspora gambienne et l'engagement des jeunes allaient emporter, en 2016, le dictateur de Banjul qui refusa de reconnaître la victoire de son rival. Il a fallu l'intervention militaire de la CEDEAO pour que Jammeh quitte le pouvoir et que Barrow soit installé.

Au pouvoir, Barrow prit l'engagement de réconcilier les gambiens en posant plusieurs initiatives et actes de stabilisation du pays. Le 13 décembre 2017, une loi institue la Commission vérité, réconciliation et réparations (TRRC). « Présidée par un ancien diplomate auprès des Nations unies, Lamin Sise, la Commission comprend quatre femmes, dont la vice-présidente, Adelaide Sosseh, et représente l'ensemble des communautés ethniques et religieuses du pays »³. Elle disposait de pouvoirs d'enquêtes et d'auditions sur toutes personnes impliquées ou soupçonnées d'avoir participé aux exactions politiques sous le régime de Jammeh. Il s'agit d'un dispositif *ad hoc* par lequel l'État a délégué à « des personnes de la société civile un mandat pour rechercher et établir la vérité sur le passé et pour élaborer une politique de réparation, symbolique ou matérielle, aux victimes »⁴. Après avoir entendu, en plus de deux ans d'audition, plus de 370 témoins (ministres et chefs de la police et du renseignement et de nombreuses victimes), la TRRC a mis en évidence la nécessité d'ouvrir une enquête pénale sur les

³ <https://www.jeuneafrique.com/700222/politique/gambie-premier-auditions-de-la-commission-verite-et-reconciliation-deux-ans-apres-jammeh/>. Consulté le 22 novembre 2021.

⁴ <https://www.aixhumanitaire.org/single-post/les-commissions-v%C3%A9rit%C3%A9-et-r%C3%A9conciliation-un-droit-%C3%A0-la-v%C3%A9rit%C3%A9-politis%C3%A9>. Consulté le 22 novembre 2021.

agissements de Jammeh, accusé de meurtres, d'actes de torture, de viols et d'autres crimes terribles, œuvres des « *Junglers* », un escadron de la mort sous ses ordres⁵. L'interrogation majeure est comment le gouvernement répondra aux recommandations de la commission, dans un contexte où pour des calculs politiques, le Parti National du Peuple (NPP) du président Adama Barrow, et l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC) de l'ancien président Yahya Jammeh se sont retrouvés en vue de l'élection du 4 décembre 2021. Cela ulcère l'opinion gambienne et cristallise d'éventuelles tensions politiques, sapant les efforts entrepris par le TRRC pour la justice et la paix.

Analyse géopolitique du contexte électoral :

Le contexte des élections présidentielles de décembre 2021 en Gambie ne peut s'analyser dans une homogénéité politique libre de toute conflictualité. Au-delà de la causalité historique et des aspirations démocratiques qui le déterminent, il convient d'y lire une hétérogénéité de faits qui traduit une diversité d'acteurs dont les attentes et les revendications s'opposent et se confrontent avec des conséquences sur la stabilité du pays. Une approche géopolitique s'impose alors dans l'analyse contextuelle des élections en Gambie, la géopolitique étant entendue dans cette réflexion, comme l'analyse des déterminants géographiques qui entrent en jeu dans la définition des politiques de l'Etat, tant au niveau interne qu'externe. Un autre sens connexe au précédent, comme grille de lecture dans cette étude est celui que nous empruntons au géographe français Yves Lacoste qui rapporte l'objet de la géopolitique à l'étude des rivalités de pouvoir et des représentations présentes sur un territoire⁶. Ceci conduit à la complexe tâche de scruter l'environnement pré-électoral, que cette modeste analyse n'a la prétention d'achever ici mais propose d'aborder sur le plan national, international et transnational pour offrir quelques éléments de lecture sur le 04 décembre 2021 et ses suites.

⁵ <https://www.hrw.org/fr/news/2021/05/24/gambie-la-commission-de-verite-revele-les-crimes-presumes-de-l'ex-president>. Consulté le 22 novembre 2021.

Parmi les actes commandités par Jammeh, exécutés par les « *Junglers* », reconnus par eux, citons, entre autres :

- Le meurtre en 2004 d'un rédacteur-en-chef, Deyda Hydera ;
- Les meurtres en 2005 d'environ 59 migrants ouest-africains, dont environ 44 Ghanéens ;
- Les meurtres en 2013 d'Alhajie Ceesay et Ebou Jobe...

⁶ Lat Soucagé Mbow, *La géopolitique : Une Grammaire pour Comprendre les Crises et Conflits*, Presses Universitaires de Dakar, 2017. p.18.

La Gouvernance transfrontalière et relation avec le Sénégal :

Du point des relations interétatiques qui lient les deux pays voisins et des relations entre les communautés transfrontalières, notons que les élections présidentielles gambiennes sont d'un intérêt capital pour le pays et pour la région d'Afrique de l'Ouest qui devient progressivement le théâtre de crises étatiques, de terrorisme islamiste, de radicalisation et de criminalité. Cette notoriété peu enviable a malheureusement trouvé un terrain propice dans la pauvreté, la mal gouvernance et l'exploitation biaisée des ressources naturelles, perturbant l'harmonie sociale et éclipsant la tolérance et les exigences sociétales historiques de la communauté entendue ici dans la fonctionnalité des solidarités⁷.

Une Sénégambe menacée

Entre le Sénégal et la Gambie, d'excellentes relations historiques ont cimenté le voisinage et embelli le paysage politique avec *la côte souriante de la région*. L'appartenance commune à cette zone géographique qui s'étirait de la Mauritanie méridionale aux deux Guinées⁸ a joué un rôle majeur dans le bon voisinage des peuples et dans la coopération des Etats. L'échec de la mise en place d'un Etat sénégalais à cause d'un conflit d'intérêts entre les leaders politiques, n'a pas été synonyme de cassure dans le socle socio-culturel et historique qui réunit la quasi-totalité des ethnies de part et d'autre de la frontière.

Cependant, s'il est possible de noter une parenté ethnolinguistique (Cheikh Anta DIOP) sur laquelle s'appuie la diplomatie culturelle entre les deux Etats, il convient de noter quelques discordances à ce concert de deux nations imbriquées. Les conséquences du régime dictatorial de l'ex-président Jammeh ont négativement impacté ce voisinage à travers l'instrumentalisation de la frontière devenue une porte d'intervention militaire et une arme géostratégique pour l'accès à la partie sud du Sénégal.

En 2016, suite à la crise post-électorale, un fait peu saisi par le grand public a secoué les reines de ce pont culturel de la diplomatie des deux Etats. Comme le fait constater Abdou Sané, (2019),

⁷ Marie Alain, « 2. Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », dans : Alain Marie éd., *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2008, p. 53-110. DOI : 10.3917/kart.marie.2008.01.0053. URL : <https://www.cairn.info/---page-53.htm>.

⁸ Jean Marc FLEURY, Senegambia, building on the Past, The confederation of Senegal and Gambia: a first step to abolishing the boundaries to development in West Africa?, <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/24163/110492.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, consulté le 23/11/2021.

il est étonnant et amer de constater que, malgré les acquis de la Séné­gambie en matière de dialogue et d'intégration, la stratégie d'intervention de la CEDEAO a d'abord consisté en un positionnement du Nigéria dans la conduite de la mission de négociation pour la paix, tandis qu'en face de l'impasse politique, on ne se concentrera, du côté du Sénégal, que sur les avantages géostratégiques et tactiques de la conduite de l'opération militaire⁹. Et malgré tout, dans les débuts pacifiques de la transition suite à la victoire de Barrow, la conduite de la mission de la CEDEAO, en avril 2017 s'est heurtée à une résistance peut être négligeable mais quand même réelle d'une faction de militaires gambiens à Kanilai. Un échange de tirs aurait été enregistré dans le cadre la recherche d'une cache d'armes¹⁰. Il est ainsi difficile d'ignorer les dangers que peuvent représenter de tels actes dans le climat actuel dans une Gambie où l'ex-Président a encore la faveur de certains. La voix pacificatrice du voisin sénégalais n'a-t-elle pas ainsi connu une discordance dans la tradition diplomatique sénégalienne ?

Dans la nuit du 14 au 15 mars 2021, un évènement malheureux a assombri le ciel de la Séné­gambie suite à un cambriolage par un migrant pêcheur sénégalais. Bilan : un mort, des commerces saccagés, des pirogues et un poste de police incendiés, des dizaines de familles sénégalaises réfugiées dans une école de la localité voisine de Batokunku, sous protection de la police gambienne.

Ces événements auraient entraîné la fuite de 250 Sénégalais du village gambien de Sanyang¹¹. Evalués dans une trajectoire socio-politique, ces éléments isolés dans leur apparence portent à accentuer un stéréotype connu de l'envahisseur et méritent l'attention des leaders. Malgré la licéité de l'opération militaire (MICEGA) sur la base de la résolution des Nations Unies à cet effet et du mandat de la CEDEAO¹², la présence des soldats sénégalais dans le cadre du mandat de la CEDEAO commence à saouler plus d'un, dans un contexte où le Président Barrow semble faire alliance avec l'ancien parti du Président Jammeh. En dernière analyse, quelle crédibilité donner aux négociateurs « armés » en cas de crise, quand la figure politique du Président Barrow est assimilée à la trahison et appelle à un changement radical de la part d'une importante

⁹ Abdou Sané, « Evaluation de la politique diplomatique de bon voisinage du Sénégal dans le contexte de la crise postélectorale gambienne », Le Quotidien, <https://lequotidien.sn/evaluation-de-la-politique-diplomatique-de-bon-voisinage-du-senegal-dans-le-contexte-de-la-crise-postelectorale-gambienne/>, consulté le 23/11/2021.

¹⁰ BBC News, « Gambie, échange de Coups de feu » <https://www.bbc.com/afrique/region-39663515>, consulté le 22/11/2021.

¹¹ Charlotte Idrac, « Une accalmie espérée après les heurts entre Gambiens et Sénégalais à Sanyang », RFI, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210324-gambie-une-accalmie-esp%C3%A9r%C3%A9e-apr%C3%A8s-les-heurts-entre-gambiens-et-s%C3%A9n%C3%A9galais-%C3%A0-sanyang>, Consulté le 23/11/2021.

¹² Djiby SOW, « Crise Gambienne: rétrospective juridique sur l'intervention militaire de la CEDEAO », Tribune, janvier 2017, <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/crise-gambienne-retrospective-juridique-lintervention-militaire-de-cedeao/>, consulté le 22/11/2021.

frange de la population gambienne et particulièrement des victimes de l'ancien régime qui réclament toujours justice ?

En janvier 2020, des manifestations de ces victimes ont été notées en Gambie avec des slogans comme « justice must prevail » et des photos de présumées victimes pour réclamer justice contre l'ancien Président. Mais à côté de celles-ci, il faut compter d'autres marches dans les rues de Banjul par des milliers de ses partisans qui réclament son retour du fait du chaos dans lequel le pays serait plongé. L'antériorité souhaitée de la prise en charge de ces questions quant à la tenue des élections pose un problème qui dépasse les résultats du scrutin du 04 décembre. Quel avenir de l'Etat de droit, du respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la sécurité pour la côte souriante (smiling coast) de l'Afrique de l'ouest ? Il ne fait aucun doute que la Gambie a besoin de l'appui de la communauté internationale dans le respect du principe de la souveraineté pour donner des réponses efficaces à cette série de questions.

Le climat frontalier dans les secteurs du bois et du transport

La porosité des frontières issue de la balkanisation favorise en Afrique de l'Ouest, une rupture du tissu social dans des contextes de rivalités économiques, de migrations et d'exploitation des ressources naturelles transfrontalières. Des mécanismes de régulations et des réglementations juridiques sont attendus de part et d'autre pour éradiquer les tensions transfrontalières et consolider la paix. Cependant, les défis sont parfois disproportionnés quant aux solutions du plan de développement national initié par Adama Barrow avec ses piliers établis comme suit : restaurer la règle de droit, approfondir la démocratie, avancer la justice transitionnelle, transformer le secteur de la sécurité selon les informations du Centre d'études stratégiques de l'Afrique¹³.

Le transport transfrontalier fait encore l'objet de beaucoup de frustrations et de tensions qui impactent l'économie des pays. En inscrivant cette faille dans le contexte de la criminalité transfrontalière et en prenant en compte les résidus du conflit casamançais¹⁴, et des tensions internes entre partisans de Jammeh et les mouvements de soutien aux victimes, il conviendrait pour les leaders politiques de se pencher sur la question avec des solutions consensuelles pour

¹³ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « L'itinéraire de réformes démocratiques emprunté par la Gambie », mai 2018, <https://africacenter.org/fr/spotlight/litinaire-de-reformes-democratiques-emprunte-par-la-gambie/>, consulté le 23/11/2021.

¹⁴ Abdourahmane Mbade Sène, « La frontière Sénégal-Gambie dans le contexte du conflit en Casamance : mobilités, flux transfrontaliers et géopolitique », <https://www.population-et-avenir.com/wp-content/uploads/2019/06/frontiere-senegal-gambie-casamance-analyses-population-et-avenir-sene-lap.pdf>, consulté le 22/11/2021.

ne pas laisser les citoyens dans un sentiment d'abandon propice à l'émergence de groupes d'autodéfense.

Au vu des mouvements des populations dans la rive gauche de la frontière sénégal-gambienne, traduits par des flux licites importants de personnes, de véhicules et de marchandises qui traversent quotidiennement la frontière, la sécurité des populations devrait être le soubassement de tout programme politique. D'importants flux illicites comme le trafic de bois, le vol de bétail et la contrebande ont également été notés¹⁵. Ces troubles sécuritaires s'ajoutent à la complexité de l'échiquier politique où le spectre de Jammeh dont le régime hante les esprits ne favorise aucune stabilité politique.

Du point de vue de l'accès à l'éducation conformément à l'objectif de développement durable 04, (ONU, 2015), sur « *la frontière Nord sénégal-gambienne, les établissements scolaires des villages sénégalais de Médina Sabakh, Passy Ngayène, Keur Ayib, Keur Moussa, reçoivent des élèves venant de la Gambie. A Farafenni, 27,3 % des personnes interrogées affirment avoir des enfants qui étudient à Médina Sabakh. Le trajet inverse est fait quotidiennement par des enfants sénégalais qui ont été exclus du système scolaire et/ou dont les parents ont une préférence pour l'enseignement anglophone*¹⁶. Cette réalité devrait amener les citoyens, les décideurs politiques et l'ensemble des parties prenantes à faire de la libre circulation des biens et des personnes une priorité en faveur des couches vulnérables et marginalisées, dans les échéances électorales, par une bonne maîtrise des enjeux.

Mais nous sommes dans le domaine des contradictions mêlées d'un certain nombre de frustrations dont les gouvernants et leaders politiques sensés apporter des réponses concrètes sont témoins. Rappelons à ce titre la question du « *bois de rose, protégé mais coupé en Casamance, au sud du Sénégal, puis acheminé en Gambie d'où il est illégalement exporté vers la Chine. Selon l'Institut d'études de sécurité de Dakar, environ un million d'arbres ont été abattus illégalement en Casamance, soit un tiers de la forêt de la région*¹⁷.

Il semble difficile de trouver le leadership requis pour faire face à cet ensemble de faits, tant il est vrai que malgré les bons rapports entre les leaders politiques, le manque de popularité, le désenchantement et le désamour des citoyens s'installent progressivement. La restauration de

¹⁵ Facteurs commerciaux et socio-économiques des mobilités transfrontalières sénégal-gambiennes, Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales, <file:///C:/Users/HP/Downloads/13512-48017-1-PB.pdf>, consulté le 23/11/2021.

¹⁶ <https://journals.openedition.org/echogeo/14411?lang=en>

¹⁷ Charlotte Idrac, « Le trafic de bois de rose au menu d'une réunion diplomatique entre la Gambie et le Sénégal » <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210116-le-traffic-de-bois-de-rose-au-menu-d-une-r%C3%A9union-diplomatique-entre-la-gambie-et-le-s%C3%A9n%C3%A9gal>, consulté le 26/11/2021.

la démocratie et de l'Etat de droit est revendiquée de part et d'autre par les masses qui ne font plus confiance à la machine étatique et dont la détermination est souvent confrontée à l'instrumentalisation de certaines forces régaliennes de garantie et de protection de la sécurité des citoyens.

La Gambie et la hantise du pouvoir, écho d'un « y'en a marre sénégalais »

La champ politique de la Gambie comme du Sénégal ne fait pas l'exception dans les protestations fatidiques contre les régimes en place. Les valeurs de la démocratie calquées sur la définition d'Abraham Lincoln sur le terme entendu comme « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » sont devenues très fragiles. S'il est vrai que dans un système démocratique, le pouvoir vient du peuple ou de la majorité, il y a lieu de s'interroger sur l'écart existant entre les gouvernants et les foules de citoyens dans les rues pour des raisons de gouvernance et de justice sociale mais surtout pour le sentiment de trahison des électeurs à l'endroit des élus.

Candidat à sa propre succession, le Président Adama Barrow fait l'objet d'une pression politique par ses anciens alliés qui l'ont conduit à la tête du pays avant de se retirer à cause de la conflictualité des intérêts des partis de la coalition, mais surtout à cause des doutes sur sa volonté de démissionner et d'organiser de nouvelles élections après trois années (*Jeune Afrique*, 2018) conformément à sa promesse électorale en 2016. L'impact de cette situation chez l'électorat gambien n'est pas négligeable. Le 26 janvier 2020, suite à une volonté affirmée du Président en exercice de terminer son mandat de cinq ans sur une base constitutionnelle, le *Mouvement Three years Jotna* a organisé une manifestation qui s'est soldée par une répression violente, la fermeture de stations radiophoniques, des arrestations et une censure du mouvement jugé subversif par le régime¹⁸.

En passant ces faits au crible des articles 207 et 208 de la Constitution gambienne de 1997 qui prévoient et garantissent la pleine et entière participation de médias indépendants et responsables exerçant en toute autonomie et en toute liberté au maintien des dispositions et objectifs de la Constitution ainsi qu'à de l'obligation du Gouvernement d'assumer ses responsabilités et de rendre compte de ses actes au peuple de Gambie¹⁹, il devient aisé de noter

¹⁸ Article 19, "Gambia: New regime crackdown a chilling reminder of 22 years of repression", <https://www.article19.org/resources/gambia-new-regime-crackdown-a-chilling-reminder-of-22-years-of-repression/>, consulté le 24/11/2021.

¹⁹ José Domingo Dougan-Beaca, Mohamed Suma Gambie, « Climat de peur chez les défenseurs des droits de l'homme : Rapport de mission internationale d'enquête », l'Observatoire pour la protection des Défenseurs de Droits de l'Homme, juillet 2011, [Droits humain en gambie.pdf](#), consulté le 30/11/2021.

des discordances qui ne consolident guère l'état de la démocratie gambienne. Le constat que la manifestation en question n'est pas isolée, conduit à une lecture d'une certaine portée révolutionnaire de l'activité. Elle s'inscrit dans une série qui inclut la manifestation pour la réparation des droits des victimes de l'ancien régime et la réclamation de la censure de l'APRC de Jammeh.

Mais contre toute attente, il faut aussi noter que c'est le 16 janvier 2020, que des milliers de militants favorables à Jammeh ont réclamé dans les rues de Sakuta le droit de retour en terre gambienne de l'ancien Président (Article 19, 2020). En considérant les multiples exactions perpétrées pendant les 22 ans de règne de l'ex-président, le sort des anciens officiers de l'armée favorables à Jammeh (Jeune Afrique,²⁰) l'impunité qui pèse lourd sur le respect des droits humains et la naissance de mouvements de jeunesse favorables à Barrow pour certains, il serait opportun de promouvoir l'unité nationale autour des valeurs démocratiques pour parer à toute tension interne et garantir la stabilité du pays. L'éveil d'une conscience démocratique et pacifiste chez les jeunes doit régner sur toute stratégie d'instrumentalisation à des fins politico-politiciennes.

Le rôle de la Société civile et des mouvements de jeunesse

La société civile gambienne a joué un rôle déterminant dans la transition démocratique du pays en 2016, malgré les risques élevés de tensions et les racines d'un régime dictatorial vieux de 22 ans. Cela témoigne d'une maturité dans la protection des intérêts supérieurs du pays. L'hashtag #GambiaHasDecided²¹ (la Gambie a décidé) a été une initiative de jeunesse qui a réussi à faire renaître l'espoir de tout un peuple à travers son créateur, l'activiste et avocat Salieu Taal. La jeunesse gambienne participe ainsi à la transition démocratique et pacifique du pays. Malheureusement comme dans beaucoup de pays du continent où les jeunes font plus de 65% de la population totale, il est souvent constaté une instrumentalisation de cette couche. Malgré la page tournée de l'ancien régime dictatorial, la société civile gambienne a vite changé de regard sur l'identité ou l'orientation véritable du nouveau régime lorsqu'au cours d'une manifestation organisée le 18 juin 2020 à Faraba Banta, deux jeunes manifestations ont été tués

²⁰ Benjamin Roger « Gambie : Adama Barrow sous pression, un an après la chute de Yahya Jammeh » janvier 2021, <https://www.jeuneafrique.com/mag/516739/politique/gambie-adama-barrow-sous-pression/> consulté le 24/11/2021.

²¹ Salieu Taal, « #GambiaHasDecided (La Gambie a décidé) : un hashtag ayant suscité l'espoir » <https://www.openglobalrights.org/a-hashtag-that-inspired-hope-gambia-has-decided/?lang=French>, consulté le 24/11/2021.

par la police²². Cette répression violente a été condamnée par la société civile qui a fortement contribué à l'élection de Barrow et par des organisations de droits humains comme l'Institut pour les droits de l'homme et le développement en Afrique (IHRDA). A y regarder de plus près, la politique en Afrique en faveur des jeunes n'est que verbiage et redondance. Leur place dans les discours et agenda politique ne correspond pas toujours à la réalité. La responsabilité est partagée dans cette triste réalité dans presque tous les pays africains à l'instar de la Gambie. A côté de la constance de certains dans la revendication des valeurs démocratiques et la défense des droits humains, il faut noter l'engagement des autres de se ranger derrière des candidats comme d'Ousainu Darboe du Parti démocratique unifié (UDP), ou encore de Mama Kandeh du Congrès démocratique de la Gambie, de Halifa Sallah de l'Organisation démocratique du peuple pour l'indépendance et le socialisme (PDOIS), ainsi que des indépendants Essa Mbaye Faal et Abdoulie Ebrima Jammeh²³.

Cela est sans doute normal et salubre pour une démocratie qui aspire à la maturité. Mais en revenant sur les cas de jeunes pro-Jammeh, il demeure inquiétant de noter les présages d'une instrumentalisation grossière devant les visages tristes et larmoyants, ou furieux des victimes qui attendent que justice soit faite. Pour un pays qui, selon l'indice mondial de la paix de 2017, avait déjà accusé un recul de 18 places avec une série de défis socioéconomiques qui perdurent à savoir la paupérisation, le chômage (70% chez les jeunes)²⁴ et le creusement de l'écart entre villes et campagnes, et une baisse du taux d'alphabétisation²⁵, la jeunesse doit rester la préoccupation des leaders et être au cœur du processus en tant qu'acteur. Le conseil national de la jeunesse, (Youth National Council) joue un rôle majeur dans l'autonomisation et l'entrepreneuriat des jeunes. En ce qui concerne les femmes, malgré le débat sur l'équité de genre, l'autonomisation et la protection conformément à la résolution 1325 des Nations Unies, le constat est unanime qu'il reste beaucoup à faire en commençant par l'exigence de vérité sur les nombreuses victimes de violence de l'ancien régime.

²² « Gambie: la société civile en colère après la mort de deux manifestants », <https://www.business-humanrights.org/fr/%C3%BAltimas-not%C3%ADcias/gambie-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-en-col%C3%A8re-apr%C3%A8s-la-mort-de-deux-manifestants/>

²³ « Présidentielle de décembre en Gambie: 15 candidats rejetés » <https://www.voafrique.com/a/pr%C3%A9sidentielle-de-d%C3%A9cembre-en-gambie-15-candidats-rejet%C3%A9s/6303220.html>, Consulté le 26/11/2021.

²⁴ International, Peace Institute, « La prévention en vue de pérenniser la paix dans la « nouvelle Gambie » <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/06/IPI-E-RPT-Prevention-for-Sustaining-Peace-GambiaFrench.pdf>, consulté le 24/11/2021.

²⁵ Idem.

Analyse de la gouvernance publique,

La question de la gouvernance publique dans le contexte électoral gambien mérite quelques retours sur les axes majeurs autour desquels elle s'articule pour voir dans sa nature multidimensionnelle quelles conséquences elle peut avoir sur le scrutin. L'expression s'entend ici comme « domaine interdisciplinaire portant sur les relations de pouvoir entre les autorités publiques, la société civile et le marché, dans un contexte de transformation de l'aptitude des communautés politiques à se diriger légitimement et à agir efficacement »²⁶. Ces relations peuvent être de différentes natures : des relations d'autorité – autorité émanant de l'État, mais également du marché en application de dispositions contractuelles –, des relations d'influence et de persuasion, de contrainte, de coercition et de manipulation. Partant des 22 ans de règne de l'ex-président Yayah Jammeh, il est facile de constater une avancée de la démocratie par le déclic des élections de 2016. La restauration de l'Etat de droit par une séparation plus saisissante des pouvoirs a permis de libérer les pays des tendances dictatoriales qui l'ébranlaient. Sur le plan institutionnel, la Gambie se veut une démocratie qui s'appuie sur les principes classiques de séparation des pouvoirs tels que prévu par la Constitution du pays et édictées en trois fonctions comme suit :

- la fonction d'édition des règles générales constitue (**le pouvoir législatif**) ;
- la fonction d'exécution de ces règles relève de la **fonction exécutive (le pouvoir exécutif)** ; et
- la fonction de règlement des litiges (le pouvoir judiciaire)²⁷

Le Président de la République est responsable de la conduite des relations avec les autres États et les organisations internationales, et de la négociation, sous réserve de ratification par le corps législatif, de la conclusion des traités et des accords internationaux. A travers ses démembrements, l'Etat assure la gouvernance territoriale par le biais de son administration compétente dans l'élaboration de politiques de développement, de promotion et de partenariat avec le secteur privé, de fourniture de services sociaux de base...

Dans la période de transition démocratique qui fait suite aux 22 ans de règne autocratique, le nouveau gouvernement porteur de l'espoir de toute une nation enthousiaste de sa délivrance et

²⁶Benoît Rigaud, Le dictionnaire encyclopédique de l'administration publique : la référence pour comprendre l'action publique,

https://dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/defintions_francais/gouvernance_publicue.pdf,

Consulté le 25/11/2021.

²⁷ Frank Baron, « La séparation des pouvoirs », <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/270289-la-separation-des-pouvoirs>, Consulté le 25/11/2021.

ambitieuse quant à son avenir a vite fait de tomber dans l'incohérence et la rupture. Cela va s'ajouter à l'héritage chaotique qui étouffe les efforts de lutte contre la pauvreté mais aussi de consolidation de la démocratie à travers la répression violente, les failles dans la restitution des travaux de la commission vérité, réconciliation et réparation dont l'enjeu majeur aurait été de rendre publics ses résultats pour que justice soit faite.

Concernant le secteur de l'économie, d'importants défis sont encore à relever, avec la complication apportée par la pandémie de COVID-19. Comme le montre une étude du Fonds Monétaire International, sur le plan de la reconstruction de l'économie, les niveaux de pauvreté restent élevés au cœur d'une situation économique fragile basée sur l'agriculture, le tourisme et les envois de fonds à titre de soutien. En 2020, la Gambie a subi l'une des plus fortes contractions de son histoire économique récente, en raison de la pandémie COVID-19. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB était nulle. Selon les prévisions d'avril 2021 du FMI, la croissance du PIB est estimée à 6% en 2021 et à 6,5% en 2022, sous réserve de la reprise économique mondiale postpandémique²⁸.

Cette réalité nourrit peu l'enthousiasme et le rêve du changement quand s'y ajoute l'énigme de l'alliance de Barrow avec le parti de l'ex-homme fort de la Gambie, l'instrumentalisation ethnique à des fins purement politiciennes et les risques d'un retour de Jammeh à Banjul. Par contre, il serait très simpliste de jeter le discrédit sur l'actuel régime sur ce point. Selon certaines études, l'ancien régime de Jammeh aurait été marqué par le favoritisme de la communauté Joola, son ethnie au sein de l'appareil étatique au détriment des Mandingues victimes de déclarations hostiles²⁹.

Rappelons que cette communauté aurait fait un vote sanction, majoritairement en faveur d'Adama Barrow aux élections de 2016, soutenant aujourd'hui le Parti démocratique unifié (UDP) d'Ousainou Darboe, dont est issu le candidat à sa propre succession. Cependant pour le scrutin du 04 décembre 2021, la création en 2019 du National People's Party de Barrow et plus encore l'alliance dite contre-nature avec le parti de Jammeh l'absent le plus présent a renversé les tendances de la popularité d'un leader qui a succombé à la tentation du pouvoir après l'engagement de céder la place au bout de 3 ans et d'organiser une élection à laquelle il

²⁸ « Gambie : le contexte économique », BNP Paris Bas, <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/gambie/contexte-economique>, consulté le 25/11/2021.

²⁹ Paulin Maurice Toupane, Adja Khadidiatou Faye et Aissatou Kanté, « Gambie: transcender les rivalités communautaires et politiques », <https://issafrica.org/fr/iss-today/gambie-transcender-les-rivalites-communautaires-et-politique>, consulté le 25/11/2021.

ne pourrait pas se représenter³⁰. De l'avis de certains, des fractures socio-politiques persistantes risquent de compromettre la mise en œuvre des initiatives et des réformes définies dans le Plan national de développement (PND) lancé en février 2018³¹ et voire même servir de foyers de tension en cas de retour de Jammeh au pays avec un agenda politique.

Une telle chose est à éradiquer par les politiques qui ont tous l'obligation de consolider l'unité nationale, particulièrement quand il faut prendre pour autres éléments d'analyse, les résidus du MFDC et l'histoire du mouvement indépendantiste corrélativement au règne de Jammeh. Dans le jeu des alliances probables, il faut poser la question de la redevabilité des anciens partenaires. Par ailleurs, il est ressorti des auditions de la Commission vérité, réconciliation et réparation une condamnation par l'APRC de ce qu'il appelle une chasse aux sorcières. En vérité, le processus de justice transitionnelle reflète dans la globalité des faits un réel problème dans le pays qui avance vers les urnes.

La gestion du processus électoral

La gestion du processus électoral est confiée à la Commission électorale indépendante. Elle exerce son mandat, conformément à l'article 46 de la Constitution de la Gambie et à l'article 40 de la loi électorale³². Dans le cadre des élections présidentielles du 4 décembre, quelques difficultés ont été notées concernant l'inscription des électeurs du fait d'un problème d'ordre logistique lié à l'achat de matériel et d'équipements³³. Ayant entraîné le report des inscriptions, cette fausse note a causé beaucoup de remous au sein de la classe politique gambienne, malgré les garanties de la tenue des élections par la CEI à la date fixée. La société civile reste en veille par rapport à cet état de fait en étant déjà préoccupée par la tournure que le Président a donné à la transition démocratique en ne respectant pas sa promesse, en créant son propre parti et en faisant une alliance fortement décriée. Au titre des candidatures, 6 ont été validées après le recalage de 15, faute de conformité aux exigences constitutionnelles³⁴ suite à une procédure dument établie par la CEI. Pour la campagne électorale, un communiqué de presse de l'organe

³⁰ « Gambie : Adama Barrow lance officiellement son parti », <https://www.agenceecofin.com/actualites/0102-84692-gambie-adama-barrow-lance-officiellement-son-parti>, consulté le 25/11/2021.

³¹ Idem !

³² Alieu Momar Njai, « Gambie : Conditions pour être candidat à la présidentielle 2021 » https://www.koaci.com/article/2021/10/21/gambie/politique/gambie-conditions-pour-etre-candidat-a-la-presidentielle-2021_154830.html, consulté le 26/11/2021.

³³ Fabrice Marimootoo, « Report de l'enregistrement des électeurs en Gambie » <https://fr.africanews.com/2021/01/08/report-de-l-enregistrement-des-electeurs-en-gambie/>

³⁴ Op;cit.

compétent avait déjà annoncé son déroulement du mardi 9 novembre 2021 au jeudi 2 décembre 2021³⁵. L'électorat gambien se donnera donc rendez-vous autour de ces candidatures pour élire son Président, dans un contexte de crise socio-économique accentuée par la pandémie de COVID-19 et miné par des risques de tensions à maîtriser systématiquement en redorant le blason d'or de la démocratie gambienne, par un scrutin libre et transparent. A cet effet, il est attendu des observateurs électoraux au niveau national et international un apport significatif à l'apaisement du climat électoral et post-électoral.

Analyse des risques potentiels liés aux élections présidentielles en Gambie

Les évolutions de la vie politique gambienne depuis son indépendance se sont accompagnées d'oscillations importantes dont plusieurs analyses font cas. Souvent, des travaux ont montré l'ancienneté de l'enracinement des pratiques anti-démocratiques en Gambie. Toutefois, il s'agissait là d'une histoire politique centrée sur les coups d'Etat et le règne du président Yaya Jammeh... Aujourd'hui que La Gambie a pu vivre une transition sans effusion de sang, mais sous fond de tensions, le pays est encore menacé, à la veille de ses élections présidentielles de 2021, par des risques de conflits sociopolitiques que nous souhaitons analyser ici. L'ordre d'analyse est totalement aléatoire et ne traduit en rien une quelconque volonté de priorisation ou d'échelonnement des risques.

Risques d'affrontements en cas de perte

En janvier 2020, des milliers de Gambiens, notamment du mouvement « Operation Three Years Jotna » (« *Trois ans, c'est maintenant* ») ont manifesté pour réclamer le départ du président Adama Barrow, qui avait promis de faire trois ans de mandat. La presse écrite et les observateurs ont fait cas des revendications lesquelles, en substance, s'articulent autour du respect des promesses et du départ du président Barrow au bout de 3 ans :

« Le président fait marche arrière, en disant que la Constitution garantit un mandat de cinq ans, affirme-t-il. Cinq années pendant lesquelles il aura dormi ! On est là pour lui rappeler qu'il a promis un accord de trois ans au peuple gambien, que c'est pour cet accord que les

³⁵ The Point, La Commission Electorale Indépendante annonce la date pour les nominations et autres requêtes, <https://fr.allafrica.com/stories/202109140156.html>, consulté le 26/11/2021.

Gambiens ont voté et que c'est cette promesse que nous prenons en compte parce qu'elle a été soutenue par la coalition »S.D³⁶.

Malgré ces manifestations, le président Barrow a tenu à finir son mandat et organiser les élections. Ces prochaines présidentielles seront très disputées, avec 6 candidats qui, durant leurs meetings, rivalisent d'ardeur dans la profération de menaces. Même si cela paraît normal compte tenu de la situation démocratique fragile, il est à prévoir des risques d'affrontements après les élections.

Surtout qu'en Afrique, la tristement célèbre assertion « On n'organise pas les élections pour les perdre » pourrait encore créer plus de doutes sur les résultats au sortir de ce scrutin. Barrow acceptera-t-il sa défaite ? les autres candidats accepteront-ils sa victoire ? A plus d'un titre, des actions de sensibilisation et de plaidoyer sont à initier auprès de la classe politique et de ses partisans. Ceci, parce que ce sentiment de trahison de la parole donnée, dénoncé par le Mouvement Thee years Jotna traduit la perte de confiance d'une bonne partie du peuple envers le président Barrow. Par ailleurs, il faut souligner que les alliances et les ruptures avec l'ancien président Jammeh ont fini de porter un coup à la crédibilité de certains candidats et surtout, ont créé des frustrations auprès du peuple. En outre, le dossier Jammeh, dont le rapport a été rendu en fin de mois de novembre 2021, n'a pas connu sa fin, et risque d'être une question sensible durant le prochain mandat du président élu.

L'élection constitue l'une des poutres maîtresses de tout régime démocratique car ce dernier est celui dans lequel les gouvernants sont choisis par les gouvernés au moyen d'élections sincères et libres (Kokoro, 2009). Si des doutes planent sur la transparence de ce choix, il va sans dire que le peuple et les candidats perdants manifesteront et comme conséquences, l'on pourrait s'attendre à ce que les répressions et les dérives conduisent à des affrontements entre les partisans et également entre les manifestants et les forces de défense et de sécurité.

Perte de confiance dans le dialogue politique après les élections : un probable dialogue de sourd qui s'annonce

Les polémiques et la mobilisation pour ou contre le départ de Adama Barrow traduisent un malaise qui perdure en Gambie et qui semble s'exacerber à la veille des élections. D'entrée de jeu, le fait que le président en exercice soit revenu sur sa promesse de faire trois ans porte un coup sérieux à la stabilité sociopolitique du pays et ne milite pas en faveur d'un dialogue transparent entre les différents acteurs. La crispation que l'on observe dans la vie politique

³⁶ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191216-gambie-adama-barrow-operation-three-years-jotna-demission>

gambienne est fortement liée à cet aspect, mais elle semble s'aggraver avec les alliances contractées avec l'ancien président Yahya Jammeh afin d'asseoir cette stabilité au profit du dialogue. Pourtant, que ce soit en Gambie ou ailleurs en Afrique de l'Ouest, les dialogues politiques ont souvent mis au cœur des débats des questions liées au respect de la constitution, au respect des mandats et à l'organisation des élections (Maurille Sètonджи Quenum³⁷, 2016). Quant à leur efficacité, les récentes expériences de dialogue politique n'ont pas toujours eu les effets escomptés si ce n'est un moyen pour le pouvoir de gagner du temps³⁸. Concernant la Gambie, les dynamiques d'alliance et d'opposition, entre les concurrents qui ont chacun tenté des négociations avec l'ancien président Yahya Jammeh, risquent de laisser place à un éventuel dialogue de sourds après les élections : qui des candidats sera fiable ? lequel rendra justice ? qu'en sera-t-il de l'ancien président (qu'il soit dans le camp des gagnants ou des perdants) ? autant de questions qui pourraient poser de sérieux problèmes à une énième tentative de réconciliation nationale après les élections. De façon générale, en ce qui concerne les candidats en lice, on observe un déphasage entre la volonté de rendre justice au peuple et les pratiques politiques des candidats, leurs alliances et leurs changements de discours relatifs au dossier Jammeh face aux attentes de l'opinion exprimées par différents acteurs sociopolitiques. Bien souvent, les lendemains d'élection ont donné suite à des tensions entre pouvoir et opposition qui refusent de prendre part aux dialogues.

Perte de légitimité dans la fabrique d'un débat démocratique : quand les alliances avec Yaya Jammeh créent des tensions....

Selon RFI³⁹, à l'approche des élections présidentielles en Gambie, deux anciens ennemis se rapprochent. La presse écrite avait relayé l'information selon laquelle le parti au pouvoir du président Adama Barrow aurait signé une alliance (qui volera plus tard en éclats), dimanche 5 septembre 2021, avec celui de l'ancien « dictateur » Yahya Jammeh. Cette alliance surprenante, qui intervient à quelques mois des élections présidentielles, crée un doute sur la volonté de poursuivre l'ex-dirigeant pour des violations présumées des droits de l'homme, d'autant plus que, parmi les points d'accord, figure le retour de Yahya Jammeh à Banjul. Les différentes

³⁷ Quenum M. S., « Dialogue politique en Afrique : solution ou impasse démocratique ? », 2016, <https://www.wathi.org/laboratoire/grand-large/dialogue-politique-afrique-solution-impasse-democratique/>

³⁸ Mallet R., « Le dialogue politique, un remède efficace ? », 2019, <https://www.dw.com/fr/le-dialogue-politique-un-rem%C3%A8de-efficace/a-50783377>

³⁹ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210906-pr%C3%A9sidentielle-en-gambie-alliance-entre-le-parti-au-pouvoir-et-celui-de-l-ex-dictateur-jammeh>

analyses montrent en effet qu'en amont et en aval, les candidats à l'élection présidentielle de la Gambie ont porté un sérieux coup à leur légitimité en s'ouvrant au dialogue avec l'ancien président Yahya Jammeh. Du côté du peuple, la principale crainte liée à cette alliance « contre-nature » entre le parti APRC et le Parti national des peuples (NPP) d'Adama Barrow était le risque d'entraver l'exécution des recommandations issues des travaux de la commission qui a remis son rapport le 25 novembre 2021.

Suite aux récents événements, notamment la rupture de l'alliance entre le Président Barrow et l'ancien président Jammeh qui se serait allié au candidat Mamah Kandeh, une menace pèse donc sur la continuité démocratique et la transparence dans le débat après les élections. Encore faudrait-il que les mécanismes et initiatives politiques que le prochain président proposera soient, aux yeux du peuple, le reflet d'une réelle volonté d'apporter des solutions pérennes aux problèmes auxquels la Gambie est confrontée, notamment les poursuites judiciaires contre l'ancien dictateur.

Risque d'instabilité sociale, culturelle, économique et politique : Pétition et manifestation illégale suites à des élections « contestables »

La campagne pour l'élection présidentielle de décembre 2021 risque d'être marquée par de violentes confrontations verbales entre les candidats, mais aussi en des futures confrontations entre les forces de sécurité, les opposants et partisans du président Adama Barrow après les élections.

Les alliances du président actuel et d'un candidat avec le parti de l'ancien président en exil Yahya Jammeh, y seront pour beaucoup. Une instabilité sociale à laquelle la Gambie est en proie serait conséquente à l'hypothèse plausible selon laquelle l'ancien président Jammeh chercherait une porte de retour au pays, d'abord en cas de victoire de Barrow (lors de leur alliance rendue officielle le 5 septembre puis rompue à quelques jours avant le dépôt officiel des candidatures) puis en cas de victoire de Mama Kandeh, candidat en lice et nouvel allié de Jammeh.

Récemment, lors de manifestations du mouvement Three years jotna (2020), la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. Selon des sources de la Croix-Rouge, 28 personnes ont été hospitalisées et 137 ont été arrêtées. Il est à prévoir que de telles manifestations surviennent au lendemain des délibérations des résultats.

Déjà, l'analyse des discours des différents candidats à l'élection présidentielle de 2021 laisse transparaître un climat de méfiance et de défiance. Cela justifie également la sortie de la

Commission nationale des droits de l'homme de Gambie a sorti un communiqué pour demander aux six candidats de faire preuve de retenue afin que l'élection présidentielle soit pacifique, transparente et crédible.

Des messages de « menace » ou comme le diraient les protagonistes, d'« avertissement », sont entendus dans les discours. Par exemple, lors d'un meeting, le président Adama Barrow a prononcé un discours aux allures de menaces, à l'encontre de son rival Mama Kandeh :

« 'Je mets en garde Mama Kandeh. Nous voulons la paix dans ce pays, Yahya Jammeh vit en exil. Son exil lui enlève le droit de participer à la politique gambienne, l'expression de Yahya Jammeh sur les plateformes politiques de Kandeh peut provoquer des conflits dans ce pays. Je le mets en garde sérieusement et je demande à la Commission électorale de mettre en demeure Mama Kandeh ».

Un des discours de Kandeh pourrait être considéré comme une réponse à Barrow :

« Je ne savais pas que Adama Barrow était devenu un roi au lieu d'être président de la République de Gambie, le président de Gambie et le président de tout le monde. Il ne doit pas menacer les citoyens parce qu'ils disent ce qui ne lui plaît pas. Demain, la situation de Yahya Jammeh pourrait bien être celle d'Adama Barrow ».

Selon la presse nationale et locale, ces violences verbales sont des signes de la tension grandissante entre les candidats qui profèrent des menaces concernant l'après élection lors de leurs meetings.

La chasse aux sorcières après les élections : risques de répressions et recul démocratique...

Un des risques majeurs qu'il faudrait prendre en compte serait une potentielle chasse aux sorcières du prochain président et de ses partisans. Il est clair que les manifestations des supporters de l'ancien président gambien Yahya Jammeh ne semblent pas aller dans le sens d'un apaisement après les élections, et cela serait une conséquence de toutes les menaces brandies à l'encontre de l'ancien président. Déjà en 2020, une Haute autorité de la Justice de la Gambie indiquait, dans un discours, que si l'ancien président Yaya Jammeh retournait en Gambie, il serait immédiatement arrêté et poursuivi pour les crimes présumés qu'il aurait commis durant ses 22 ans de pouvoir.

Pourtant, l'ancien président, conforté par la mobilisation de ses soutiens, n'a jamais caché ses intentions de revenir au pays, et les informations ont circulé dans un supposé « récent enregistrement » diffusé sur les réseaux sociaux, dans lequel il réclame, le respect de ses droits,

notamment celui de rentrer. Les nouvelles alliances contractées à la veille des élections de décembre 2021 porteraient à croire que son retour est envisageable. Survient alors le risque d'un potentiel cycle de représailles et règlement de comptes politiques.

D'un autre côté, si toutefois l'ancien président et ses alliés perdent ses élections, son retour serait potentiellement compromis. Pire, ses alliés pourraient se retrouver dans une mauvaise posture, avec de potentiels répressions aux allures politiques, mais qui peuvent également être d'ordre ethnique.

En réalité, les affaires pendantes peuvent être au cœur des programmes politiques concernant la réconciliation nationale. Les auditions de la Commission ont mis en évidence la nécessité d'ouvrir une enquête pénale sur le règne de l'ancien président Yahya Jammeh. Le dossier n'a pas encore été clos. A ce jour, plus de 300 témoins ont été entendus. Des « accusations » ont été faites, des exactions ont été mises sur le dos de l'ancien président, par d'anciens membres du gouvernement (ministres, chefs des forces de défense et de sécurité, parmi lesquels ceux de la police et du renseignement). Les témoignages fusent de partout, depuis 2019, devant une commission de vérité gambienne. Les affirmations et témoignages sur l'implication de l'ancien président Yahya Jammeh dans de nombreux crimes graves perpétrés au cours de ses 22 années au pouvoir devraient, si le processus suit son cours, être suivis d'une enquête plus approfondie et des sanctions pénales devraient être prises. Les victimes attendent.

La Commission vérité, réconciliation et réparations (TRRC) a remis en fin novembre 2021, le rapport des deux années de témoignages et d'investigation :

« M. Barrow dispose d'un délai d'un mois pour soumettre un résumé du rapport à l'Assemblée nationale et aux organisations internationales comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'ONU. Il a six mois pour décider des suites à donner aux recommandations » Responsable de la TRRC, 2021.

Le président Adama Barrow, très attendu sur la question, risque d'en faire un cheval de bataille dans cette dernière ligne droite, et, après les élections, il est clair que ce sera un dossier polémique qui attend le vainqueur. Contenant le résultat de deux années et demie de témoignages d'investigations et d'auditions sur les 22 années de règne du président Yahya Jammeh, ainsi que ses recommandations sur les suites à leur donner, il est à supposer que quelles que soient les circonstances, si le camp de Jammeh gagne ou perd, des risques de chasse aux sorcières sont réels.

Risque d'enlisement des réformes et plans de développement

L'après élection pourrait créer ou exacerber les fractures socio-politiques. De fait, ces clivages risquent de compromettre la gouvernance et l'exécution efficace et efficiente des politiques publiques ainsi que les initiatives et des réformes définies dans le Plan national de développement (PND-2018).

Après les élections de décembre 2021, nombre de réformes pourraient facilement être étouffées par des problèmes politiques profonds, liés aux modes de gouvernance actuels du président Barrow ou aux craintes d'un retour de l'ancien président Yahya Jammeh dans les sphères de la gouvernance déjà sa remise en question par une bonne partie du peuple gambien.

Brève analyse des opportunités liées à la présidentielle de 2021

Les élections constituent pour les sociétés contemporaines l'instrument à l'aide duquel la communauté internationale classe ou décline, évalue ou dévalue les systèmes politiques, notamment dans les pays du tiers-monde. Dans cette optique, les élections n'ont pas toujours répondu aux attentes démocratiques car elles donnent constamment lieu à critique par une rhétorique forgée autour de notions telles que le tripatouillage, le hold-up, l'instrumentalisation de la loi électorale... révélant les difficultés à changer les habitudes politiques par des normes ou des mécanismes tout aussi primitifs que sophistiqués (Kokoroko, 2009).

L'élection présidentielle de 2021 : une occasion de rassurer l'opinion internationale sur la volonté politique de rester une démocratie

Les premières élections présidentielles depuis la transition de 2017 sont très attendues pour lever certaines ambiguïtés liées à la volonté de la Gambie de rester une démocratie en quête de maturité. Ces élections, à l'épreuve des influences de l'ancien président dont l'ombre plane encore sur le pays, constituent, dans une certaine mesure et si elles se déroulent bien, une grande avancée pour la démocratie en Afrique noire francophone, particulièrement pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel qui a connu énormément de remous politiques liés aux élections ces dix dernières années (Guinée, Côte d'Ivoire, Mali...).

L'ouverture de l'espace politique qui a suivi l'entrée en fonction du président Barrow avait donné à la Gambie une rare opportunité d'élargir son processus politique et de renforcer la démocratie. En 2017, les neuf formations politiques de la Gambie avaient conclu un protocole

d'entente sous le leadership du Comité interpartis (CIP). Les signataires se sont engagés à s'abstenir de toute intimidation ou violence politique, à accepter les résultats des élections dès lors qu'elles sont transparentes et crédibles, à instaurer des relations mutuelles fondées sur le dialogue et la coopération, et à collaborer avec la Commission électorale indépendante (CEI) en vue de garantir le bon déroulement des élections.

Grâce à l'organisation régulière de scrutins transparents, le pouvoir présidentiel devient théoriquement accessible, tout au moins s'il s'ouvre à un plus grand nombre d'acteurs (Kokoroko, 2009). C'est aussi une opportunité de rassurer l'opinion internationale sur la réelle volonté politique des élites gambiennes à rester une démocratie :

« Les élections attestent ainsi de l'évolution des comportements politiques et d'une nouvelle vision du politique. Bien entendu, même si elles ne sauraient à elles seules être un gage de démocratie, elles n'en sont pas moins, quelles que soient leurs limites, une condition nécessaire du développement démocratique (Kokoroko, 2009)

Il va sans dire que si l'élection présidentielle de la Gambie s'organise dans le respect des procédures et la transparence, l'acceptation des résultats par les candidats apaisera les débuts de tensions politiques et contribuera fortement à consolider les acquis en matière de cohésion sociale, sauf si, le président élu permet 1) le retour de l'ancien président Jammeh sans aucune forme de poursuite, 2) clôt le dossier Jammeh et ne donne aucune suite aux recommandations de la Commission Vérité Et Réconciliation qui a récemment remis son rapport.

[L'élection présidentielle de 2021 offre une occasion précieuse au président élu de renforcer le respect des droits humains et consolider la cohésion sociale en Gambie](#)

L'ère de l'ancien président Yahya Jammeh a été marquée par les arrestations arbitraires massives, la torture généralisée, les homicides extrajudiciaires et la persécution des voix dissidentes. Plusieurs avancées sont notées dans le domaine du respect des droits humains et de la restriction des libertés. Les résultats du prochain scrutin seront donc décisifs pour la continuité de ces avancées. Le président élu devra poursuivre les réformes et les achever autant que faire se peut. Il devra également traiter les dossiers judiciaires avec équité, faire preuve d'une grande volonté de rétablir la justice, et également d'une volonté de réconciliation et de reconstruction de la cohésion sociale.

De fait, si tout le monde s'attend à ce que les membres du régime de l'ancien président Yahya Jammeh qui sont accusés de crimes graves soient traduits en justice, il faudra s'assurer de

respecter leurs droits à un procès équitable et transparent, et, si leur culpabilité est établie, faire preuve de lucidité dans l'exécution des peines et des sanctions.

Le prochain président devra aussi s'engager à abroger les lois répressives qui restreignent les libertés, singulièrement la Loi de 2001 relative à l'immunité, qui confère au président le pouvoir d'exonérer les membres des forces de sécurité de poursuites pour tout acte commis lors d'un rassemblement illégal ou en situation d'urgence.

Une opportunité de renforcer la coopération et la diplomatie

Les relations entre La Gambie et les autres pays, en Afrique comme en Occident, ont connu une avancée depuis l'avènement de la démocratie en Gambie. Les analyses ont démontré que l'élection d'Adama Barrow, en début d'année 2017, mettant fin aux 22 ans de dictature de l'ancien président Yahya Jammeh a permis à plusieurs bailleurs d'accompagner et de soutenir le Pays dans sa transition. Si certains chefs d'Etat, ont reconnu très tôt le nouveau président élu et ouvert des antennes diplomatiques, d'autres ont penché pour l'accroissement des investissements.

En 2017, grâce à la transition, la Gambie s'est ouverte à l'aide internationale et a pu bénéficier de l'aide de l'Union Européenne. Plus de dix organisations internationales parmi lesquelles la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest, la Banque Islamique de Développement, aux côtés de 43 représentations bilatérales, avaient décidé d'accorder leur soutien financier au « Plan National de Développement » de la Gambie à hauteur de 1,45 milliards d'euros. Ces engagements témoignent de la confiance accordée par les bailleurs au nouveau régime. En parallèle de la stabilisation politique, ces engagements ouvrent la voie à une reprise des investissements directs étrangers, en particulier dans le secteur touristique.

Les présidentielles de 2021 mettent donc en jeu les acquis du pays depuis 2017, et permettront de consolider les liens diplomatiques que la Gambie entretient déjà avec nombre de pays. Elles permettraient également, grâce à une stabilité politique qui se confirme de plus en plus, de favoriser l'attrait des bailleurs. Un exemple de conséquences directes de la transition démocratique est le fait que la Gambie ait pu compter sur l'appui de la France. En effet, lors du comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février 2018, la Gambie avait été ajoutée à la liste des 19 pays prioritaires de l'aide au développement française.

Conclusion

La Gambie est un petit pays de par sa surface mais elle a une trajectoire loin d'être rectiligne en termes de politique. Elle a connu un régime civil avant de basculer dans une junte militaire menée par de jeunes officiers conduits par Yaya Jammeh. Ce dernier s'est évertué à faire retourner le pays dans la vie civile et à organiser des élections dont il a toujours été vainqueur pendant 22 ans avant d'être, à la surprise générale, défait par Adama Barrow, un candidat par défaut de l'opposition gambienne. Mais ce dernier ne respecta pas le consensus sur lequel tous les opposants étaient d'accord, notamment celui de faire un mandat de 3 ans avant d'organiser des élections dont lui-même ne serait pas candidat. Ainsi 5 ans après, il doit organiser l'élection présidentielle où six candidats sont en lice et font face à des défis nationaux mais aussi internationaux, dont le premier est la normalisation des relations avec le voisin le plus immédiat, le Sénégal. Déjà, la question du trafic du bois aux frontières reste entière.

Par ailleurs, la confiance perdue entre les acteurs politiques eux-mêmes et entre les acteurs politiques et la société civile sont des défis majeurs à relever, malgré les tentatives de réconciliation nationale menées par le pouvoir mais le rapport de la commission est encore en souffrance. En outre, la sincérité du scrutin est mise en doute par les acteurs politiques de l'opposition qui soupçonne que l'ombre de l'ancien Président Yaya Jammeh plane sur cette élection.

La Gambie a une population très jeune qui s'est mobilisée pour faire partir Jammeh et qui a des attentes surélevées que le pays peine à combler. En effet, les ressources sont rares et le pays compte sur le tourisme et le commerce pour se doter de richesses. De ce fait, la jeunesse et la société civile ne vont pas arrêter le combat pour plus de démocratie mais aussi pour la prise en charge des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés.

Cependant, cette élection est une occasion pour la Gambie de consolider son retour sur la scène internationale et de rassurer la communauté internationale sur la volonté du pays de tourner définitivement la page Jammeh et de se concentrer sur son avenir. C'est aussi l'occasion de montrer que la question des droits de l'homme qui a été une tache noire durant tout le règne de Jammeh peut être dépassée avec le nouveau régime et que la sécurité intérieure, jusque-là assurée par la CEDEAO, peut être prise en charge par les Gambiens eux-mêmes dans un espace apaisé. C'est la seule voie pour renforcer la coopération internationale et le poids de la Gambie dans la CEDEAO, l'Union africaine et les instances internationales.

Notes Bibliographiques

- Alain, Marie, « 2. Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », dans : Alain Marie éd., *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2008, p. 53-110. DOI: 10.3917/kart.marie.2008.01.0053. URL: <https://www.cairn.info/---page-53.htm>.
- Baron, Frank, « La séparation des pouvoirs », <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/270289-la-separation-des-pouvoirs>.
- Dia D., *l'état de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique de l'ouest, Gorée Insitute, 2019, page V (mot du directeur)*.
- Diallo, Mamadou Mountaga (2014), *Frontières, stratégies d'acteurs et qTerritorialités en Sénégal-Gambie : cas des frontières Sénégal-Gambie et Sénégal-Guinée Conakry*. Thèse de Doctorat géographieaménagement, Université Paul Valéry Montpellier, 540 p.
- Fleury, Jean Marc, *Senegambia, building on the Past, The confederation of Senegal and Gambia: a first step to abolishing the boundaries to development in West Africa?*, <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/24163/110492.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Hugon Philippe, « Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique », *Afrique contemporaine*, 2006/2 (n° 218), p. 33-47. DOI : 10.3917/afco.218.47. URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2006-2-page-33.htm>
- Idrac, Charlotte, « Une accalmie espérée après les heurts entre Gambiens et Sénégalais à Sanyang », RFI, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210324-gambie-une-accalmie-esp%C3%A9r%C3%A9e-apr%C3%A8s-les-heurts-entre-gambiens-et-s%C3%A9n%C3%A9galais-%C3%A0-sanyang>.
- Kokoroko Dodzi, « Les élections disputées : réussites et échecs », *Pouvoirs*, 2009/2 (n° 129), p. 115-125. DOI : 10.3917/pouv.129.0115. URL : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-115.htm>
- Mallet R., « Le dialogue politique, un remède efficace ? », 2019, <https://www.dw.com/fr/le-dialogue-politique-un-rem%C3%A8de-efficace/a-50783377>
- Marimootoo, Fabrice, « Report de l'enregistrement des électeurs en Gambie https » [://fr.africanews.com/2021/01/08/report-de-l-enregistrement-des-electeurs-en-gambie//](https://fr.africanews.com/2021/01/08/report-de-l-enregistrement-des-electeurs-en-gambie//)
- Mbow, Lat Soucabé, *La géopolitique : Une Grammaire pour Comprendre les Crises et Conflits*, Presses Universitaires de Dakar, 2017.

- Njai, Alieu Momar, « Gambie : Conditions pour être candidat à la présidentielle 2021 » https://www.koaci.com/article/2021/10/21/gambie/politique/gambie-conditions-pour-etre-candidat-a-la-presidentielle-2021_154830.html.
- Quenum M. S., « Dialogue politique en Afrique : solution ou impasse démocratique ? », 2016, <https://www.wathi.org/laboratoire/grand-large/dialogue-politique-afrique-solution-impasse-democratique/>
- Rigaud , Benoît, Le dictionnaire encyclopédique de l'administration publique : la référence pour comprendre l'action publique, https://dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/definitions_francais/gouvernance_publique.pdf.
- Roger, Benjamin « Gambie : Adama Barrow sous pression, un an après la chute de Yahya Jammeh » janvier 2018, <https://www.jeuneafrique.com/mag/516739/politique/gambie-adama-barrow-sous-pression/> consulté le 24/11/2021.
- Sané, Abdou, « Evaluation de la politique diplomatique de bon voisinage du Sénégal dans le contexte de la crise postélectorale gambienne », Le Quotidien, <https://lequotidien.sn/evaluation-de-la-politique-diplomatique-de-bon-voisinage-du-senegal-dans-le-contexte-de-la-crise-postelectorale-gambienne/>, consulté le 23/11/2021.
- Sène, Abdourahmane Mbade, « La frontière Sénégal-Gambie dans le contexte du conflit en Casamance : mobilités, flux transfrontaliers et géopolitique », <https://www.population-et-avenir.com/wp-content/uploads/2019/06/frontiere-senegal-gambie-casamance-analyses-population-et-avenir-sene-lap.pdf>.
- SOW, Djiby, “ Crise Gambienne: rétrospective juridique sur l'intervention militaire de la CEDEAO », Tribune, janvier 2017, <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/crise-gambienne-retrospective-juridique-lintervention-militaire-de-cedeao/>.
- Taal , Salieu, “#GambiaHasDecided (La Gambie a décidé) : un hashtag ayant suscité l'espoir » <https://www.openglobalrights.org/a-hashtag-that-inspired-hope-gambia-has-decided/?lang=French>.
- Toupane, Paulin Maurice , Adja Khadidiatou Faye et Aissatou Kanté, « Gambie: transcender les rivalités communautaires et politiques », <https://issafrica.org/fr/iss-today/gambie-transcender-les-rivalites-communautaires-et-politique>.

Articles en lignes

- BBC News, “Gambie, échange de Coups de feu » <https://www.bbc.com/afrique/region-39663515>.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « L'itinéraire de réformes démocratiques emprunté par la Gambie », mai 2018, <https://africacenter.org/fr/spotlight/litinaire-de-reformes-democratiques-emprunte-par-la-gambie/>.

« Gambie : Adama Barrow lance officiellement son parti », <https://www.agenceecofin.com/actualites/0102-84692-gambie-adama-barrow-lance-officiellement-son-parti>.

Facteurs commerciaux et socio-économiques des mobilités transfrontalières sénégalogambiennes, Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales, <file:///C:/Users/HP/Downloads/13512-48017-1-PB.pdf>, consulté le 23/11/2021.

<https://journals.openedition.org/echogeo/14411?lang=en>

« Gambie: la société civile en colère après la mort de deux manifestants », <https://www.business-humanrights.org/pt/%C3%BAltimas-not%C3%ADcias/gambie-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-en-col%C3%A8re-apr%C3%A8s-la-mort-de-deux-manifestants/>

« Gambie : le contexte économique », BNP Paris Bas, <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/gambie/contexte-economique>.

« Présidentielle de décembre en Gambie: 15 candidats rejetés » <https://www.voafrique.com/a/pr%C3%A9sidentielle-de-d%C3%A9cembre-en-gambie-15-candidats-rejet%C3%A9s/6303220.html>.

International, Peace Institute, « La prévention en vue de pérenniser la paix dans la « nouvelle Gambie » » <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/06/IPI-E-RPT-Prevention-for-Sustaining-Peace-GambiaFrench.pdf>.